

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 856^e
SÉANCE**

Vendredi 30 novembre 1962,
à 14 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 39 de l'ordre du jour:	Pages
<i>Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite). . .</i>	403
Point 35 de l'ordre du jour:	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
<i>f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun (fin)</i>	405
<i>c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun concernant le rôle de l'ONU dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays sous-développés (suite)</i>	406
Points 12 et 34 de l'ordre du jour:	
<i>Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]</i>	
<i>Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution concernant le Programme alimentaire mondial (suite)</i>	408
Point 35 de l'ordre du jour:	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
<i>b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun. . .</i>	408

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles
(A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2 et Corr.1, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RÉSOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETÉ PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/L.654) [suite]

1. M. HAKIM (Liban) présente les sous-amendements proposés par sa délégation et celle de la Syrie

(A/C.2/L.697) aux amendements révisés des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni (A/C.2/L.686/Rev.2). L'objet des sous-amendements est de bien préciser que les accords dont il s'agit sont des accords entre Etats souverains. Le représentant du Liban estime en effet que l'on ne peut faire aller de pair les accords entre Etats souverains et les accords conclus entre un gouvernement et une société, nationale ou étrangère. Les accords de cette dernière catégorie existent, mais ils relèvent de la juridiction nationale et peuvent être modifiés parfois par la législation nationale, en dehors même du cas de la nationalisation. A ce propos, le représentant du Liban trouve difficilement acceptable un texte parlant de "bonne foi" à propos des contrats relevant du droit national. Cela semble vouloir dire que certains Etats souverains n'observent pas leurs contrats de bonne foi. Le projet de résolution en discussion (A/C.2/L.654) traite de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles des pays en voie de développement, et la protection des fonds étrangers doit faire, s'il y a lieu, l'objet d'une autre résolution. Le représentant du Liban estime d'ailleurs que la question de la protection des contrats passés entre des gouvernements et des investisseurs étrangers ne relève que de la législation nationale et ne semble pas devoir faire l'objet d'une résolution des Nations Unies.

2. M. TOMEH (Syrie), présentant le sous-amendement de sa délégation (A/C.2/L.698) aux amendements de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696), dit que ce texte résulte du débat de la veille, et en particulier de la déclaration du représentant de l'Afghanistan. M. Tomeh apprécie l'esprit de conciliation qu'a montré ce dernier; le sous-amendement s'inspire de ce même esprit, ainsi que de la déclaration faite par M. Schachter, directeur de la Division des questions juridiques générales. Le représentant de la Syrie reconnaît que le problème de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est fort complexe et que même les auteurs du projet de résolution dont la Commission est saisie savent parfaitement que le dernier mot sur la question n'a pas été dit. Il admet que la question soit étudiée à nouveau par la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, comme le demandent les amendements présentés par la Birmanie et le Soudan. Le représentant de la Syrie lance trois appels: aux délégations birmane et soudanaise d'abord, pour qu'elles acceptent le sous-amendement qu'il présente et retirent le paragraphe 3 de leurs amendements; au représentant de l'Afghanistan ensuite, et à tous ceux qui partagent son point de vue, à qui il rappelle que la délégation syrienne a également à cœur le projet de résolution, à la rédaction duquel elle a participé; à tous les membres de la Commission, enfin, qu'il prie de montrer un esprit de conciliation. Le projet de résolution n'est compréhensible que si on l'associe à son histoire, et il est normal et même heureux que des opinions divergentes se soient manifestées.

3. M. SOUSSAN (Maroc) présente, au nom de ses auteurs, le sous-amendement A/C.2/L.699 aux amendements révisés des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni (A/C.2/L.686/Rev.2). Le représentant du Maroc espère que la compréhension dont les auteurs de ces amendements ont fait preuve en incorporant dans leur texte les idées exprimées par la délégation algérienne les mèneront aussi à prendre en considération les préoccupations exprimées dans le sous-amendement. Chacun sait l'importance que les gouvernements des pays en voie de développement attachent à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Ces gouvernements comprennent aussi les inquiétudes manifestées par les investisseurs étrangers qui cherchent à obtenir des garanties pour leurs droits et leurs intérêts. Ces pays ont un grand besoin de capitaux étrangers pour leurs programmes de développement, ce qui les a conduits à accorder des garanties toujours plus fortes, assurées par leurs législations et leurs constitutions. Ces garanties s'inspirent des principes du droit international. M. Soussan explique à ce propos que son pays est lié par des accords internationaux en ce qui concerne la propriété des entreprises industrielles. Son pays garantit d'autre part le transfert immédiat et complet non seulement des capitaux investis, mais aussi des revenus, des dividendes et des intérêts produits par ces capitaux.

4. Le représentant du Maroc rappelle que l'objectif essentiel du projet de résolution, que le titre même du document énonce clairement, est de protéger la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. Mais il cherche aussi à établir des garanties pour toutes les parties intéressées. De nombreux amendements ont été déposés, dont certains affaiblissent la valeur du document et d'autres la renforcent. Le sous-amendement présenté par la Jordanie, le Maroc et la Thaïlande n'a pas pour but de changer l'idée maîtresse des amendements des Etats-Unis et du Royaume-Uni et ne vise qu'à prévenir un malentendu qui pourrait se produire. Le deuxième amendement contenu dans le document A/C.2/L.686/Rev.2 laisse entendre que le recours à l'arbitrage ou à un règlement judiciaire international pourrait intervenir sans le recours à la juridiction nationale. Les auteurs du sous-amendement souhaitent que celle-ci ne soit pas tournée, que ce soit explicitement, ou par un manque de précision dans la rédaction.

Mlle Sellers (Canada), rapporteur, prend la présidence.

5. M. SAHLOUL (Soudan) déclare, au nom des auteurs des amendements contenus dans le document A/C.2/L.696, que ceux-ci sont heureux d'accepter le sous-amendement de la Syrie (A/C.2/L.698), qui remplace le deuxième alinéa de leur quatrième amendement; ils sont prêts aussi à supprimer le troisième amendement. Les délégations de la Birmanie et du Soudan espèrent que ces modifications permettront à la Commission d'appuyer largement le document A/C.2/L.696. Le représentant du Soudan croit d'autre part que les sous-amendements aux amendements contenus dans le document A/C.2/L.686/Rev.2 permettront à un accord assez général de se faire sur ceux-ci.

6. M. NAHAPPAN (Fédération de Malaisie) estime que la partie des amendements des Etats-Unis et du Royaume-Uni (A/C.2/L.686/Rev.2) relative au préambule du projet de résolution présente, en raison des

éléments nouveaux qu'il introduit, une forme satisfaisante pour les Etats qui ont accédé récemment à l'indépendance. Quant au deuxième amendement des Etats-Unis et du Royaume-Uni, il a été jugé insatisfaisant par certaines délégations. La deuxième phrase du paragraphe proposé a fait naître le sentiment que, dans le cas où un accord existe, qu'il soit intervenu récemment ou depuis assez longtemps, cet accord pourrait obliger les pays nouvellement indépendants à recourir à l'arbitrage ou à un règlement judiciaire international sans épuiser d'abord les voies de recours national. Le texte original du projet de résolution mentionne les principes du droit international. Il faut comprendre qu'en cas de controverse il y aurait lieu d'avoir d'abord recours à la juridiction nationale et que le recours à l'arbitrage ou à un règlement judiciaire international ne pourrait intervenir qu'à titre exceptionnel et sur accord des parties. La rédaction du texte présenté par les Etats-Unis et le Royaume-Uni n'est pas satisfaisante non plus parce que la partie relative au préambule pourrait laisser entendre que le paragraphe 4 du projet de résolution ne peut s'appliquer qu'aux Etats qui sont d'anciennes colonies, et non aux Etats qui n'ont jamais été colonisés, mais qui ont signé des accords inégaux. Ces inquiétudes pourraient être dissipées en modifiant la rédaction du deuxième amendement des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Le représentant de la Fédération de Malaisie estime que, dans l'ensemble, les amendements des Etats-Unis et du Royaume-Uni, avec les modifications proposées, répondraient aux besoins.

7. M. TODOROV (Bulgarie) suggère aux auteurs des amendements contenus dans le document A/C.2/L.686/Rev.2 de supprimer les mots "le paragraphe 4 de" au premier alinéa qu'ils désirent ajouter après le troisième alinéa du préambule du projet de résolution.

M. Lewandowski (Pologne) reprend la présidence.

8. M. WODAJO (Ethiopie) souligne que la coopération internationale est certes un objectif louable et nécessaire, mais qu'elle ne peut en aucun cas primer le droit des Etats à la souveraineté. En proposant le projet de résolution en discussion, la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a tenu compte de l'évolution progressive du droit international dans le domaine des relations entre Etats. C'est aujourd'hui un domaine particulièrement mouvant et il n'est pas possible de le cerner une fois pour toutes avec un projet de résolution tel que celui qui est actuellement à l'examen. Les amendements de la Birmanie et du Soudan ont le grand mérite de ne pas considérer la question comme close et de la traiter en fonction des changements qui interviennent dans les relations entre Etats.

9. La délégation éthiopienne serait encline à accepter le libellé du paragraphe 4 tel qu'il apparaît dans les amendements des Etats-Unis et du Royaume-Uni, mais elle partage à ce sujet l'appréhension de la Fédération de Malaisie. Il faut que le texte indique clairement que dans tous les cas où la question de l'indemnisation donnerait lieu à une controverse, les voies de recours nationales doivent être épuisées; ce n'est qu'ensuite que le différend pourrait être soumis à l'arbitrage ou à un règlement judiciaire international, si les parties intéressées s'entendent à cet effet. M. Wodajo souhaiterait obtenir des éclaircissements sur le dernier amendement des Etats-Unis et du Royaume-Uni; ce texte semble mettre sur un pied

d'égalité les accords relatifs aux investissements étrangers et les accords relatifs à l'assistance technique, alors qu'il s'agit là d'accords de caractère totalement différent, les premiers comportant une série de droits et d'obligations pour les parties intéressées tandis que les seconds ne s'accompagnent d'aucune obligation pour les pays bénéficiaires.

10. Selon M. DELGADO (Sénégal), la consécration du droit naturel à la souveraineté permanente des nations et des peuples sur leurs ressources naturelles marque une étape importante dans l'histoire de l'Organisation, car elle ouvre la voie à l'indépendance économique des nouveaux Etats et à un climat de coopération internationale. Cette souveraineté doit être respectée et exercée librement dans le cadre des droits et des obligations des Etats en droit international. Toutes les formes de coopération restent ouvertes et, pour sa part, le Sénégal a voulu tenir compte de la réalité de cette interdépendance économique en favorisant largement les investissements étrangers dans son plan quadriennal de développement; M. Delgado mentionne à cet égard les garanties prévues par le code d'investissements de son pays, les conventions bilatérales de coopération qu'il a signées avec d'autres pays, les sociétés d'économie mixte qu'il a constituées et les concessions d'exploitation qu'il a accordées à des intérêts privés. Inspirée par cette politique, la délégation sénégalaise aurait été toute prête à voter pour le projet de résolution sous sa forme initiale, qui lui paraît parfaitement équilibrée, mais dans le souci d'arriver à l'unanimité, elle a été amenée à se pencher sur les divers amendements qui ont été présentés.

11. Le Sénégal avait accueilli avec satisfaction l'amendement proposé par l'Algérie (A/C.2/L.691); il se plaît à constater que les Etats-Unis et le Royaume-Uni en ont tenu compte dans leurs amendements révisés et il appuiera cette nouvelle rédaction. M. Delgado est également disposé à appuyer le troisième amendement des deux puissances, mais il suggère aux auteurs de ce texte de remplacer les mots "assistance technique" par "coopération technique", le terme "assistance" ayant un caractère beaucoup plus unilatéral. La délégation sénégalaise appuiera également le troisième des amendements de l'Union soviétique (A/C.2/L.670) ainsi que ceux portant sur le paragraphe 6 du projet de résolution. Le sous-amendement contenu dans le document A/C.2/L.699 mérite d'être retenu car il apporte une précision utile. Le Sénégal ne pourra cependant appuyer les amendements proposés par la Birmanie et le Soudan (A/C.2/L.696), non plus que le sous-amendement de la Syrie (A/C.2/L.698) car il ne voit aucune utilité à renvoyer cette question à la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, étant donné que les bases d'un accord existent dès à présent.

12. M. FERNANDINI (Pérou) présente l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.700.

13. A la suite d'un échange de vues auquel participent M. LUQMAN (Mauritanie), U MAUNG MAUNG (Birmanie), M. BRILLANTES (Philippines) et M. KANO (Nigéria), le PRESIDENT propose d'ajourner au 3 décembre l'examen du projet de résolution et des amendements qui s'y rapportent afin de permettre aux divers auteurs de procéder à des consultations.

Il en est ainsi décidé.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, A/C.2/L.653/Rev.2, E/3643)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUNE (A/C.2/L.653/REV.2) [fin]

14. M. MALHOTRA (Népal) présente le nouveau texte révisé du projet de résolution (A/C.2/L.653/Rev.2) dans lequel on a tenu compte de presque tous les points soulevés dans les amendements proposés. Il fait observer qu'après consultation avec le Secrétaire, on a supprimé la mention du Secrétaire général au paragraphe 3 du texte révisé, et qu'il semblerait souhaitable de supprimer aussi celle des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. En ce qui concerne l'amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.695), les auteurs y ont reconnu quelque mérite mais n'ont pu en tenir compte à ce stade, parce que certaines de ses dispositions devraient être précisées. Les auteurs ont estimé que puisque l'Organisation des Nations Unies, tout comme les institutions spécialisées, est un agent d'exécution des projets du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, il n'y avait pas lieu de mentionner spécialement les commissions économiques régionales parmi les agents d'exécution, puisque ces commissions sont elles-mêmes partie de l'Organisation.

15. Quant à la suggestion de l'Union soviétique tendant à comprendre les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales dans la composition du Bureau de l'assistance technique et du Comité consultatif du Fonds spécial, les auteurs ont été d'avis que cette question méritait plus ample examen et qu'il serait préférable de la soumettre au Comité spécial créé en application de la résolution 851 (XXXII) du Conseil économique et social ou au Comité de l'assistance technique.

16. M. TELL (Jordanie) sait gré aux auteurs du projet de résolution d'avoir tenu compte dans leur version révisée des avis exprimés par plusieurs délégations. En présentant leur amendement (A/C.2/L.685/Rev.1), la Jordanie et les sept coauteurs de ce texte tenaient essentiellement à mettre l'accent sur la nécessité d'une politique de décentralisation équilibrée. Puisque les auteurs du projet de résolution se sont ralliés à cette conception, la Jordanie retire l'amendement à condition que les autres amendements soient également retirés.

17. M. MIYAKAWA (Japon) dit que les auteurs de l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.685/Rev.1 retirent leur proposition à la condition posée par le représentant de la Jordanie afin d'aider la Commission à prendre une décision unanime. Mais il est entendu pour sa délégation que la "politique de décentralisation" énoncée dans la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale prend, dans le nouveau paragraphe 1 du projet révisé, le sens que lui donnait l'amendement en question, à savoir qu'elle doit avoir pour effet de renforcer les commissions économiques régionales tout en maintenant les fonctions centrales, notamment l'orientation des politiques et la coordination, en vue d'améliorer l'efficacité des activités de l'Organisation dans son ensemble. Ces trois éléments sont, en fait, clairement exposés au para-

graphe 2 du rapport du Secrétaire général (E/3643). En ce qui concerne l'amendement oral au paragraphe 4 du projet tendant à inclure les mots "au Conseil économique et social", il semble souhaitable d'ajouter "lors de sa trente-sixième session".

18. Ayant formulé ces observations, la délégation japonaise est prête à appuyer de son vote le projet de résolution révisé ainsi modifié.

19. M. CUBILLOS (Chili), parlant au nom des auteurs des amendements des cinq puissances (A/C.2/L.682/Rev.1), félicite les auteurs du projet de résolution d'avoir incorporé dans leur texte révisé une idée qu'il juge particulièrement importante et qui consiste à prier le Secrétaire général de soumettre un rapport détaillé sur le stade atteint dans l'application de la politique de décentralisation.

20. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que l'amendement de l'Union soviétique avait reçu l'appui de nombreuses délégations. Cependant, comme d'autres délégations dont les premières réactions étaient tout aussi favorables ont demandé un délai de réflexion supplémentaire pour l'étudier plus à fond, la délégation soviétique accepte de retirer provisoirement son amendement, se réservant de le représenter éventuellement à une date ultérieure. L'idée de supprimer du paragraphe 3 du projet toute référence aux secrétaires exécutifs l'inquiète. L'opinion de ces fonctionnaires est extrêmement importante, étant donné leur expérience des conditions régnant dans leurs régions et leurs avis seraient certainement précieux. La délégation de l'Union soviétique y attache une très grande importance et elle est prête à demander un vote séparé sur ce point.

21. Le PRÉSIDENT demande aux auteurs du projet de résolution si, compte tenu de la demande de vote séparé présentée par la délégation de l'Union soviétique, leur intention est de maintenir ou de supprimer les mots en question.

22. M. MALHOTRA (Népal) dit que les auteurs du projet de résolution sont d'avis que les mots en question ne posent pas un problème de fond; l'idée essentielle qu'ils voulaient préciser est qu'on ne doit s'adresser aux secrétaires exécutifs qu'en passant par l'intermédiaire du Secrétaire général, dont ils dépendent. Toutefois, pour faciliter l'unanimité, ils proposent que le passage en litige se lise comme suit: "... des vues du Conseil économique et social et des commissions économiques régionales, par l'intermédiaire du Secrétaire général, ainsi que des mesures...".

23. Le PRÉSIDENT indique que, outre le changement indiqué par le représentant du Népal, les auteurs ont également accepté un amendement oral concernant le paragraphe 4 du projet de résolution. Il faut donc lire à la fin de ce paragraphe: "... et de soumettre au Conseil économique et social, lors de sa trente-sixième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session,".

A l'unanimité, le projet de résolution (A/C.2/L.653/Rev.2), tel qu'il a été modifié, est adopté.

24. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), expliquant son vote, rappelle que les commissions économiques régionales sont des organes de l'ONU et qu'il convient donc de passer par le Secrétaire général pour s'adresser aux secrétaires exécutifs. La politique de décentralisation mentionnée au paragraphe 4 doit, bien

entendu, être celle qui résulte des textes mentionnés au préambule. Il importe également de bien préciser que par son vote la Commission approuve l'œuvre du Secrétaire général et désire le voir poursuivre ses efforts. Enfin, les "Etats" mentionnés au paragraphe 4 ne peuvent être que des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. M. Finger insiste pour que cette indication figure dans le compte rendu.

25. M. APPIAH (Ghana) précise qu'il ne pouvait être question de consulter les secrétaires exécutifs sans passer par l'intermédiaire du Secrétaire général. La politique de décentralisation ne doit en aucune manière signifier la désintégration de la structure de l'Organisation des Nations Unies.

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (A/C.2/L.658 et Add.1 à 3, E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN CONCERNANT LE ROLE DE L'ONU DANS LA FORMATION DU PERSONNEL TECHNIQUE NATIONAL EN VUE DE L'INDUSTRIALISATION ACCELEREE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES (A/C.2/L.658 ET ADD.1 à 3) [suite]

26. Mme PANGALOS (Grèce) indique que la délégation grecque a écouté avec une grande attention les déclarations des représentants des institutions spécialisées compétentes sur la formation du personnel technique. Il est bien évident que le manque de personnel technique qualifié constitue un des principaux obstacles au développement. Il semble particulièrement nécessaire de disposer d'études sur les besoins en personnel technique, et la délégation grecque votera en faveur du projet de résolution (A/C.2/L.658 et Add.1 à 3). Toutefois, en ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, Mme Pangalos partage les opinions exprimées par la délégation du Royaume-Uni, celle de l'Inde et le représentant de l'OIT; la description des objectifs à atteindre dans le rapport demandé n'est pas assez précise et il faudrait fournir au Secrétaire général des indications plus claires et plus concrètes. En outre, il conviendrait peut-être d'évoquer à l'alinéa a les programmes de développement qui existent dans les divers pays. Cette indication aiderait à définir de façon plus précise l'un des objectifs du rapport demandé. Il s'agit là toutefois d'une simple suggestion.

27. M. CHOLLET (France) souligne l'importance des techniciens qualifiés dans le développement industriel. Sans eux le matériel le plus moderne se révèle entièrement inutilisable. C'est pourquoi l'accélération du développement industriel suppose un effort encore plus grand dans le domaine de la formation des techniciens.

28. La France a toujours attaché une grande importance à cette question et il convient peut-être de rappeler que 16 000 professeurs français servent la jeunesse à l'étranger et que 12 000 experts sont mis à la disposition du tiers monde. La France a tenu à ce que ses efforts ne portent pas seulement sur la formation d'une élite restreinte, mais également sur celle des cadres moyens et des techniciens. Elle s'est également appliquée à "former des formateurs". Enfin, elle a su adapter ses programmes aux besoins particuliers de chaque pays, en mettant l'accent tantôt sur la formation des cadres supérieurs, tantôt

sur celle des cadres moyens, voire sur celle des ouvriers spécialisés. On notera également que la France accueille chaque année 30 000 étudiants étrangers qui bénéficient de 5 500 bourses d'études, dont 4 000 pour la seule formation technique. Analysant le projet de résolution, M. Chollet constate qu'il tend notamment à faire établir une étude de "l'offre et la demande" en matière de formation. A cet égard, devant l'ampleur des besoins possibles, peut-être serait-il bon d'ajouter à l'alinéa a du paragraphe 2, après les mots "L'analyse des besoins", les mots "les plus urgents" afin d'éviter que les efforts ne se dispersent.

29. Enfin, à propos de l'indispensable coordination des activités, il y aurait peut-être lieu de faire remarquer que le défaut de coordination ne résulte pas toujours du manque d'organes de coordination, mais plutôt d'une utilisation insuffisante des moyens existants. Il importe donc de simplifier au maximum les méthodes envisagées.

30. Compte tenu de ces quelques réserves, la délégation française votera pour le projet de résolution.

31. M. DAVIS (Australie) dit qu'il votera pour le projet de résolution. La tâche lui est rendue plus facile du fait que le représentant de l'Inde a présenté à la séance précédente la plupart des observations que la délégation australienne se proposait de faire. Les auteurs lui ont également facilité la tâche en acceptant d'examiner quelques légères modifications proposées par sa délégation. Toutefois, le paragraphe 2 du projet pourrait être remanié dans le sens de la précision. Les modifications que M. Davis a suggérées s'appuient sur les travaux de la récente session du Comité consultatif du plan de Colombo, qui s'est tenue à Melbourne. Au cours de cette session, l'Australie a souligné le grand avantage qu'il y aurait à former les techniciens au niveau intermédiaire dans leur propre région. Il existe déjà certains moyens de formation de ce genre en Asie du Sud et du Sud-Est et, lors de la Conférence du plan de Colombo, on a émis l'idée que les pays donateurs pourraient peut-être contribuer à étendre ces moyens. Cette proposition a été bien accueillie et l'ONU pourrait juger utile d'insister sur l'intérêt de former à l'échelon régional le personnel technique au niveau intermédiaire.

Mlle Sellers (Canada), rapporteur, prend la présidence.

32. M. ANGARITA (Colombie) a écouté avec beaucoup d'intérêt, à la séance précédente, les déclarations des représentants de l'OIT, de l'UNESCO et de l'OMS sur les programmes préparés par les institutions spécialisées pour faciliter la formation de personnel technique dans les pays en voie de développement. La Colombie, pays jadis en retard, a fait de grands efforts pour développer son industrie. Elle a accordé toute l'importance nécessaire à la formation du personnel technique, base de tout développement économique et a créé des instituts de formation professionnelle et des centres d'apprentissage. Cependant, en dépit de ses efforts et malgré l'aide des Nations Unies, elle a besoin d'une assistance plus importante encore.

33. La délégation colombienne estime que le projet de résolution considéré permettra aux pays sous-développés d'obtenir l'aide qui leur manque dans un domaine aussi vital et, en conséquence, elle l'appuiera sans réserve.

34. M. DELGADO (Sénégal) dit que son pays, nation jeune, a toujours attaché une importance particulière à la formation technique et professionnelle. Le problème le plus urgent qui se pose aux pays sous-développés reste celui de la formation des cadres; c'est pourquoi celle-ci fait partie intégrante du plan de développement du Sénégal. Une expérience de deux années a déjà permis au Sénégal d'apprécier, grâce à l'effort national, à l'aide bilatérale accordée par la France et à l'assistance des institutions spécialisées et de l'ONU, l'efficacité des activités qui concourent à la formation professionnelle et technique. Grâce à ces divers efforts, le lycée technique "M. Delafosse" s'est développé et plusieurs autres centres professionnels ont été mis sur pied. Tout en souscrivant pleinement au principe selon lequel il convient de donner la priorité à la formation technique sur place, le Sénégal est encore obligé d'envoyer des stagiaires à l'étranger pour la formation technique supérieure. La délégation du Sénégal approuve donc les objectifs du projet de résolution et pour marquer son intérêt, non seulement votera en faveur de ce texte, mais se porte coauteur du projet.

35. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que son gouvernement est pleinement conscient du rôle décisif du personnel qualifié dans le processus d'industrialisation et qu'il a lui-même accordé une attention toute spéciale à la formation de ses techniciens dès l'application de ses premiers plans économiques. La délégation de l'URSS, qui reconnaît les efforts des divers pays et des Nations Unies pour aider les pays en voie de développement à former davantage de personnel technique, accueille avec satisfaction le projet de résolution. Pour sa part, l'Union soviétique apporte une aide directe aux pays en voie de développement et reçoit de nombreux étudiants de ces pays dans ses instituts techniques. D'autre part, de nombreux moniteurs soviétiques enseignent dans des instituts de formation créés à l'occasion de grands travaux en Inde et dans la République arabe unie où 12 centres, sur les 15 qui doivent être construits, ont déjà commencé à fonctionner. L'URSS a contribué à l'ouverture de divers centres de formation comme celui de Rangoon en Birmanie, destiné à 1 100 étudiants, ou celui de l'Afghanistan, qui a déjà formé 6 000 étudiants et est actuellement fréquenté par 2 000. Elle a fait don au Cambodge d'un institut destiné à former 1 000 étudiants. Elle a également participé à la création de centres au Ghana, pour 6 000 étudiants, et en Guinée, pour 1 500 étudiants, et a fait don à l'Ethiopie d'une école technique pour 1 000 élèves. Ces quelques exemples montrent l'ampleur de son action dans le domaine de la formation technique et expliquent le vote affirmatif que la délégation soviétique apportera au projet de résolution.

36. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) se réjouit de voir tous les pays reconnaître l'utilité de la formation des cadres pour le développement économique, utilité déjà particulièrement soulignée par le chef de la délégation des Etats-Unis devant le Conseil économique et social le 9 juillet 1962 (1214ème séance). L'action des Etats-Unis dans ce sens est bien connue. Le programme bilatéral qu'ils entreprennent est le plus considérable du monde. Sur le plan multilatéral, ils se sont engagés à verser 60 millions de dollars au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial à condition que cette contribution ne dépasse par 40 p. 100 de l'ensemble des sommes mises à la disposition de ces

deux organes. Ils ont appuyé également les travaux des institutions spécialisées et notamment de l'OIT, de l'UNESCO et de la FAO. Enfin, ils ont récemment organisé à Porto Rico, du 10 au 12 octobre 1962, une conférence internationale sur la formation des cadres moyens.

37. Le représentant des Etats-Unis appuie le projet de résolution, mais voudrait que quelques légères modifications de forme y soient apportées. D'une part, il conviendrait de modifier la rédaction du paragraphe 1 étant donné que le Comité du développement industriel ne forme pas lui-même le personnel technique. On pourrait demander par exemple que l'ONU et les institutions spécialisées intensifient leurs activités destinées à aider les pays en voie de développement à former leur personnel technique et recommander au Comité du développement industriel d'accorder une attention accrue à ce problème. D'autre part, pour que le rapport prévu au paragraphe 2 n'entraîne pas l'abandon d'autres travaux extrêmement intéressants, il conviendrait d'ajouter dans la phrase introductive, après les mots "qui comprendraient" les mots "les données disponibles sur". Enfin, il faudrait établir des projections des besoins en personnel technique et non une analyse de ces besoins.

M. Lewandowski (Pologne) reprend la présidence.

38. M. PAREMSKY (République socialiste soviétique de Biélorussie) souligne que l'expansion économique de tous les pays est intimement liée à la préparation des cadres nationaux, nécessité reconnue par l'Assemblée générale dans sa résolution 1515 (XV) et par le Conseil économique et social dans sa résolution 898 (XXXIV), ainsi que par le Comité du développement industriel dans son dernier rapport (E/3600/Rev.1). Convaincue par sa propre expérience de la justesse de cette idée, la RSS d'Ukraine inscrit la formation des cadres dans ses plans de développement. Elle a multiplié ses établissements d'enseignement secondaire, technique et supérieur et accueille de nombreux étudiants d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine qui s'initient aux sciences, au génie civil et à la construction d'automobiles, de tracteurs ou de machines. La RSS de Biélorussie continuera à offrir ses moyens de formation pour la préparation des cadres mais considère que cette dernière doit essentiellement se faire sur place. En attendant que des services adéquats existent dans les pays intéressés, l'ONU devrait aider ces pays à former leur personnel technique national. C'est pourquoi la RSS de Biélorussie appuiera le projet de résolution.

39. M. APPIAH (Ghana) se félicite de voir que le projet de résolution, dont son pays est l'un des auteurs, recueille une large adhésion. Les craintes exprimées par le représentant du Royaume-Uni au sujet du quatrième considérant ne semblent pas justifiées puisque les mots "là où c'est possible" montrent bien qu'il ne s'agit pas de décider à la place des pays intéressés où doit s'effectuer la formation. Plus de 3 000 étudiants du Ghana suivent actuellement des cours dans le Royaume-Uni et ce mouvement se poursuivra aussi longtemps que la nécessité s'en fera sentir.

40. Au nom des auteurs du projet de résolution, M. Appiah remercie toutes les délégations qui ont formulé des suggestions utiles dont il sera tenu compte. Les auteurs du projet de résolution ont en effet l'intention de déposer un texte révisé de leur projet.

POINTS 12 ET 34 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203, A/C.2/L.659 et Add.1 à 5] *(suite)*

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, A/C.2/L.659 et Add.1 à 5, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) *(suite)*

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION CONCERNANT LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (A/C.2/L.659 ET ADD.1 à 5) *(suite)*

41. Le PRESIDENT propose de clore la liste des orateurs désirant parler du projet de résolution (A/C.2/L.659 et Add.1 à 5) le lundi 3 décembre à 13 heures.

Il en est ainsi décidé.

42. M. TENNEKOON (Ceylan) dit que sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution de même qu'elle a voté à la session précédente pour la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale, qui a permis d'entreprendre le Programme alimentaire mondial. Il faut en effet mettre fin au paradoxe du monde actuel où à côté de pays qui vivent dans l'abondance et disposent même d'excédents, la majorité des peuples souffrent encore de la faim et de la malnutrition. Le Programme alimentaire mondial constituera un appoint au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement mais ne devra jamais remplacer l'assistance étrangère donnée actuellement aux pays sous-développés sur le plan bilatéral ou multilatéral. Les inquiétudes de certains pays qui craignent que ce programme ne modifie les courants d'échanges internationaux par une distribution aveugle des produits semblent excessives, car le Programme doit au contraire permettre une répartition des produits de manière ordonnée, c'est-à-dire qui tienne compte à la fois des besoins des pays bénéficiaires et de la nécessité de ne pas causer de dommages aux pays qui vivent de l'exportation de ces produits. Le représentant de Ceylan remercie les 38 pays qui ont déjà annoncé leur contribution et espère que les autres pays suivront leur exemple, de manière que l'objectif de 100 millions de dollars soit vite atteint.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) *(suite)*:

b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (A/C.2/L.660, E/3654)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUNE (A/C.2/L.660)

43. M. CVOROVIC (Yougoslavie), présentant le projet de résolution (A/C.2/L.660) au nom des 37 auteurs, ne croit pas nécessaire d'en faire une analyse détaillée parce que l'idée de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies est de celles qui ont été étudiées avec le plus de soin et aussi parce que le projet ne propose aucune action nouvelle qui pourrait donner lieu à controverse puisqu'il se borne à suggérer que les travaux préparatoires en cours continuent afin que le fonds puisse commencer à fonctionner le plus tôt possible.

44. Nul n'ignore que l'Organisation s'est préoccupée de la question presque depuis sa création puisque les

premières propositions en ce sens ont été formulées dès la troisième session de la Sous-Commission du développement économique en mars 1949. Depuis, l'Assemblée générale n'a pas adopté moins de 12 résolutions concernant exclusivement ou en partie la création d'un fonds spécial qui octroierait aux pays sous-développés des subventions et des prêts à faible intérêt et à long terme. Les auteurs ont donc jugé utile de rappeler au premier alinéa du préambule toutes les résolutions approuvées au cours des 11 dernières années par l'Assemblée générale, soit à l'unanimité soit à une majorité écrasante.

45. Après une série d'études détaillées par voie d'enquêtes et de questionnaires, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 1521 (XV) décidé en principe qu'un fonds d'équipement des Nations Unies sera créé et chargé un comité de 25 membres d'étudier toutes les mesures préparatoires concrètes y compris des projets de textes législatifs (statuts) nécessaires pour la création de ce fonds. Il convient de féliciter le Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies pour son deuxième rapport (E/3654), bien que malheureusement certains pays industrialisés s'opposent encore au désir unanime des pays en voie de développement, ainsi qu'à l'exécution des décisions de l'Assemblée. Or, si l'on veut sincèrement mettre en application le plan concret de la Décennie des Nations Unies pour le développement et combler l'écart qui sépare les pays industrialisés des pays en voie de développement, comment admettre que 2 p. 100 seulement de l'assistance économique internationale soit acheminée par l'intermédiaire des Nations Unies? L'ONU doit disposer d'un instrument — même modeste — par lequel elle puisse exercer une influence favorable sur le financement international.

46. Tous les arguments pour ou contre le SUNFED sont connus et il n'est plus temps d'y revenir. L'une des premières mesures à prendre pour que la Décennie devienne une réalité est de créer immédiatement un fonds d'équipement des Nations Unies. Puisque l'on a déjà adopté une décision de principe à cet effet, il n'est plus question de se demander si cet organisme est nécessaire ou non. Le problème est de savoir comment l'établir le plus vite possible.

47. Les auteurs du projet de résolution ont estimé que la question avait légèrement progressé grâce à la rédaction des projets de textes législatifs (statuts). Ils n'ignorent pas cependant que les travaux du Comité ne se sont pas déroulés de la manière voulue car un certain nombre de pays économiquement avancés, membres du Comité, ont refusé de lui prêter leur concours. Les auteurs ne proposent donc pas à l'Assemblée générale d'adopter les statuts. Ils espèrent que les pays économiquement avancés s'efforceront de reconsidérer leur position afin de répondre au désir unanime des pays en voie de développement et proposent au paragraphe 3 du dispositif que l'Assemblée générale fasse sien l'appel que le Conseil économique et social a adressé aux pays développés dans sa résolution 921 (XXXIV). Ils proposent en outre que le Secrétaire général demande l'opinion des gouvernements des Etats Membres sur le projet de statuts élaboré de manière que les pays qui n'étaient pas membres du Comité, ainsi que les pays membres qui pour des raisons diverses n'ont pu coopérer activement à ses travaux, puissent faire connaître leur point de vue avant qu'il ne soit définitivement adopté par l'Assemblée générale.

48. Il est évident que la mission confiée au Comité n'est pas entièrement achevée. Les auteurs proposent donc au paragraphe 4 de prolonger son mandat d'un an et énumèrent, au paragraphe 5, les tâches qu'il doit encore remplir. L'alinéa a s'explique par le fait que les besoins généraux de financement international sont bien connus et que la Décennie exigera un renforcement du rôle des Nations Unies à cet égard, comme l'a souligné la Conférence sur les problèmes de développement économique qui s'est tenue au Caire, à l'article 49 de sa déclaration (A/5162). A l'alinéa b, le Comité est chargé de proposer des mesures pratiques pour permettre au fonds de commencer à fonctionner, compte tenu de la possibilité envisagée à la section III de la résolution 1219 (XII) et dans la résolution 1240 C (XIII) de l'Assemblée générale, mais c'est à lui qu'est laissé le soin de préciser comment cette possibilité pourra être matérialisée.

49. Dans la préparation de leur texte, les auteurs ont pris dûment en considération toutes les différences et même les nuances qui séparent l'attitude des diverses délégations afin de faciliter la tâche de la Commission et de lui permettre d'adopter le projet sans discussion prolongée et, il faut l'espérer, à l'unanimité.

50. M. KANO (Nigéria) ne croit pas que le sort malheureux de la proposition pour la création du SUNFED doive être celui du fonds d'équipement puisque ce dernier répond effectivement aux nécessités économiques actuelles. Puisque l'on reconnaît de plus en plus qu'il faut réduire l'écart qui sépare les niveaux de vie des pays très industrialisés et des pays sous-développés, ce qui a conduit à la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour le développement, il existe un terrain d'entente entre les pays en voie de développement qui désirent passionnément la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies et les pays très développés qui ne s'enthousiasment pas pour cette idée. En d'autres termes, l'unanimité s'est faite sur l'objectif désiré et les divergences ne portent que sur les moyens d'y parvenir.

51. Les adversaires du fonds d'équipement s'élèvent contre toute prolifération des institutions financières multilatérales et assurent que celles qui existent déjà suffisent à accélérer l'assistance aux pays en voie de développement; ils ajoutent que de toute manière quelques-uns des principaux pays exportateurs de capitaux font déjà tout ce qu'ils peuvent en matière d'assistance financière et ne seraient pas en mesure de contribuer à un nouvel organisme. Un examen attentif des institutions multilatérales existantes montre néanmoins qu'il n'en est pas une qui réponde exactement aux besoins que permettrait de satisfaire un fonds d'équipement des Nations Unies qui aurait les statuts dont le projet figure dans le document E/3654. La Banque par exemple prélève un intérêt de 1 3/4 p. 100 plus élevé que celui qu'elle verse pour obtenir ses fonds. L'Association internationale de développement, dont la politique correspond le mieux aux besoins des pays pauvres, n'a pas assez de ressources pour offrir des prêts à des conditions favorables. Le rapport du Secrétaire général intitulé Les besoins des pays peu développés en matière d'équipement (A/AC.102/5) souligne donc à juste titre que c'est pour augmenter la part des dons et des prêts à des conditions favorables que l'Assemblée générale s'est prononcée pour la création d'un fonds

d'équipement. D'autre part, pour répondre au second argument, il n'est pas difficile de montrer qu'avec de la bonne volonté les pays exportateurs de capitaux pourraient effectivement apporter une assistance financière accrue aux pays en voie de développement. En effet, l'ensemble de leur contribution n'atteint pas encore le chiffre de 1 p. 100 des revenus nationaux combinés des pays développés fixé par l'Assemblée générale.

52. Il est en outre inquiétant que les 10 p. 100 seulement de l'aide se fassent par la voie multilatérale et que les 90 p. 100 soient le résultat d'accords purement bilatéraux et la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies permettrait de rétablir l'équilibre voulu. L'aide bilatérale n'est évidemment pas mauvaise en soi, mais elle est malheureusement trop souvent accordée pour des raisons politiques, idéologiques ou militaires. En outre, le service de l'assistance bilatérale peut imposer une charge démesurée à l'économie encore instable des pays peu développés. Si l'obligation de payer des intérêts et des dividendes les amène à rajuster leurs importations et en particulier à réduire l'importation des biens d'équipement indispensables, elle ralentit en définitive le rythme de son expansion économique.

53. D'après les chiffres relatifs à 49 Etats Membres, le rapport entre le service des investissements et les recettes d'exportation est passé de 9,4 p. 100 à 11,6 p. 100 de 1951 à 1959. Il ne faut pas oublier en outre qu'une grande partie des capitaux étrangers qui entrent dans les pays sous-développés ressortent sous forme de dividendes. Enfin, les désavantages de l'aide bilatérale ne peuvent être atténués par un développement des exportations de produits primaires pour recueillir des devises, étant donné l'évolution défavorable des cours de ces produits. Il importe donc de renforcer le rôle de l'aide multilatérale dans le sens envisagé dans le projet de statuts pour un fonds d'équipement des Nations Unies.

54. Les auteurs du projet de résolution esiment que le texte proposé ne saurait prêter à controverse et espèrent que la Commission l'adoptera à l'unanimité.

55. M. LUBBERS (Pays-Bas) note que si le principe de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies est désormais généralement admis, on s'interroge encore sur la date de sa création, sur l'importance de ses ressources et sur la manière de l'insérer dans le cadre actuel de l'ensemble des organisations des Nations Unies. Il importe de répondre d'urgence à la première question puisque les travaux préparatoires durent depuis 10 ans. Il faut cependant se garder d'entretenir des illusions excessives. La création d'un fonds d'équipement des Nations Unies n'est pas simple étant donné le climat international actuel. La délégation des Pays-Bas considère néanmoins que la création de ce fonds est l'une des tâches

à accomplir au cours de la Décennie et la juge possible si l'on veut bien ne pas en oublier l'urgence.

56. La question des ressources dont disposera ce fonds n'est pas moins complexe. C'est pour cette raison que les auteurs du projet de résolution soulignent à l'alinéa a du paragraphe 5 la nécessité de continuer à étudier les besoins en matière de financement international. Il ne faudrait pas croire cependant que les pays avancés sont en mesure de fournir immédiatement sur demande de vastes sommes pour le financement international du développement en plus des montants qui sont déjà inscrits dans leur budget. Pour accroître les dépenses publiques, les gouvernements des pays développés dépendent, comme ceux des pays sous-développés, de la bonne volonté des contribuables et tout effort pour modifier l'attitude de ces derniers est nécessairement long. La délégation des Pays-Bas demeure convaincue que le succès de la Décennie dépendra en grande partie des mesures que prendront les pays avancés dans le domaine du commerce et de l'assistance, mais n'ignore pas qu'un certain temps devra s'écouler avant que les intentions se transforment en actions.

57. Les idées du Gouvernement des Pays-Bas sur la manière d'organiser un fonds d'équipement des Nations Unies sont bien connues. On n'ignore pas qu'à son avis le mieux serait d'élargir le mandat du Fonds spécial. En fait, cette solution reconnue par l'Assemblée générale dans sa résolution 1219 (XII) figure dans la partie C de la résolution 1240 (XIII) qui a fondé le Fonds spécial. Les auteurs du projet de résolution, en félicitant le Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies d'avoir établi un projet de statuts, impliquent clairement cependant que ces statuts ne sont pas la seule réponse possible à la troisième question que M. Lubbers a mentionnée. Ils peuvent d'ailleurs être améliorés. Enfin, le problème de "l'opportunité d'élaborer un système de contrôle intergouvernemental et de vote qui inspire confiance à tous les Etats membres du fonds d'équipement des Nations Unies, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies" [résolution 1706 (XVI) de l'Assemblée générale] n'est pas encore résolu. Or c'est là un point essentiel car le fonds ne saurait réussir si tous les pays intéressés développés comme sous-développés ne font un effort commun. Il faut éviter que les pays ne se séparent en divers groupes et que les uns ne tentent d'imposer leur volonté aux autres par l'importance de leur vote ou de leurs moyens financiers. C'est parce que le projet de résolution a essentiellement pour objet de favoriser une coopération internationale véritable qu'il mérite l'approbation unanime de la Deuxième Commission.

La séance est levée à 19 heures.